

Des solutions de rechange à la structure actuelle du NORAD ont suscité un vif intérêt, et le projet de placer le NORAD sous le commandement de l'OTAN a été fortement appuyé. Le Groupe a également manifesté un intérêt assez grand envers la création d'un système canadien de défense aérienne et de détection avancée, bien que certains s'inquiètent des coûts que cela entraînerait. On a fait, par ailleurs, remarquer que l'IDS aurait probablement pour le NORAD des répercussions auxquelles le Canada devrait être prêt à faire face.

De nombreux participants ont jugé que le Canada devrait continuer de jouer un rôle important et actif au sein des tribunes onusiennes sur le contrôle des armements et le désarmement. Toutefois de nombreuses suggestions visant à réformer les Nations Unies ont été avancées.

Le Groupe a prié instamment le gouvernement du Canada de poursuivre les remarquables efforts qu'il déploie pour arriver à une interdiction complète des armes nucléaires. De nombreux participants estimaient qu'une approche graduelle constituait le meilleur moyen d'y arriver. À cet égard, nombre des participants étaient d'avis, même si l'on était loin d'avoir l'unanimité à ce sujet, que le gouvernement devrait encourager les Américains à répondre positivement à la demande soviétique d'un moratoire sur les essais.



*M. Douglas Roche, ambassadeur du Canada au désarmement. M. Roche est président du Groupe consultatif sur le désarmement et le contrôle des armements.*

Beaucoup ont fait remarquer que, en tant que pays situé en bordure du Pacifique, le Canada devrait attacher plus d'importance aux questions de défense et de contrôle des armements dans cette région. La proposition demandant que le Canada encourage les limitations de la production et de la distribution d'armes conventionnelles dans cette région a été également appuyée.

Une séance spéciale a été consacrée à la sensibilisation du public à la question de la sécurité mondiale. Dans l'exposé qu'il a présenté à cette occasion, M. Roger Mollander, président du Roosevelt Centre de Washington, a fait remarquer que, pour affronter résolument les problèmes que pose aujourd'hui la sécurité mondiale, il convenait de ne pas perdre de vue les objectifs à long terme. De plus, en envisageant la question dans une telle perspective, on peut éviter la contestation qui caractérise le débat actuel sur les problèmes à court terme et arriver à s'entendre sur un objectif commun. Cette approche pourrait ainsi permettre de régler les questions à court terme. On a enfin manifesté beaucoup d'intérêt envers l'idée avancée par M. Mollander sur l'utilité des jeux de simulation pour éduquer le public au sujet des questions nucléaires.

Aux yeux de la plupart des participants, cette rencontre s'est avérée utile et a permis d'aller plus loin qu'auparavant pour réduire les tensions qui divisent le secteur des études stratégiques, d'une part, et celui de la paix et du désarmement, d'autre part. On a appuyé les suggestions où il était demandé que les prochaines rencontres soient axées sur des thèmes plus précis et que l'on réduise la taille des groupes de discussion. On a enfin proposé plusieurs importantes questions à étudier pendant les prochaines rencontres. »

## **La Défense nationale et le contrôle des armements — des priorités canadiennes partageant une logique commune et un objectif similaire**

*Le 2 octobre 1986, le ministre de la Défense nationale, l'honorable Perrin Beatty, prenait la parole devant le Groupe consultatif chargé des affaires du désarmement et du contrôle des armements afin d'examiner « l'interrelation entre le contrôle des armements et le désarmement, et la défense ». Voici le texte de son allocution :*

« Je suis ministre de la Défense nationale depuis seulement trois mois. Au cours de cette période, j'ai pris pleinement conscience de la tâche qui m'attend alors que je me prépare à proposer au cabinet des points de repère

pour l'orientation qu'il conviendrait de donner à la politique de sécurité du Canada dans les années qui viennent.

Votre groupe représente une importante tribune, et je suis heureux d'avoir ainsi l'occasion de vous expliquer mes vues et de vous laisser exposer les vôtres. Malheureusement, mon horaire m'obligera à vous quitter, mais M. Bob Fowler et son équipe resteront. Ce sera avec un grand plaisir que j'entendrai son compte rendu sur vos opinions. Je me suis engagé à mener de vastes consultations avant de présenter un livre blanc, et mon cabinet cherchera d'autres occasions pour nous d'échanger des points

de vue sur de grandes questions liées à la politique en matière de défense et de sécurité.

Dans son rapport publié en juin, le comité mixte spécial du sénat et de la Chambre des communes recommandait que le gouvernement engage avec la population un dialogue suivi sur la politique de sécurité, en commençant par rendre publiques ses propres idées sur la question et en faisant connaître les arguments qui en sont à la base. Je souscris de tout cœur à cette recommandation, et je ne saurais penser à un interlocuteur plus important que le groupe consultatif pour poursuivre ce dialogue.